ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 16 décembre 1975, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "réglant, en matière de perfectionnement actif, la franchise des droits à l'importation", a donné le 18 décembre 1975 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e december 1975 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling inzake actieve veredeling, van de vrijstelling van de rechten bij invoer", heeft de 18e december 1975 het volgend advies gegeven :

Dans le court délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se borner aux observations suivantes.

Article 1er.

La définition reprise au 12° gagnerait en précision par l'ajouté des mots : "du fait de l'exportation des produits compensateurs".

L'intitulé du chapitre II serait mieux rédigé comme suit :

"CHAPITRE II.- Admission en franchise antérieurement à l'exportation des produits compensateurs".

Article 4.

Le premier alinéa ne doit pas être considéré comme attributif d'un pouvoir réglementaire au directeur général, mais l'administration se réserve de demander des informations complémentaires si la demande ne contient pas tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"La demande d'autorisation est adressée au directeur général. Elle doit contenir les informations requises par l'administration. Le cas échéant, le demandeur est invité à fournir les informations qui feraient défaut, dans un délai déterminé".

Cette observation vaut également pour l'article 30, alinéa 1er.

Article 5.

Le paragraphe 1er de cet article distingue le cas où l'autorisation est accordée en fonction d'un pouvoir d'appréciation de l'administration (par exemple, un refus motivé par l'absence d'intérêt économique pour l'économie nationale) et le cas où l'autorisation est accordée de plein droit, c'est-à-dire lorsqu'elle ne peut être refusée dès l'instant où le demandeur remplit les conditions réglementaires.

Le texte suivant est proposé pour le 2° de ce paragraphe 1er :

"2° par voie d'autorisations accordées de droit lorsqu'elles concernent des marchandises à perfectionner auxquelles s'applique l'article 7, § 1er, alinéa 2, 5°, et qui seront traitées conformément aux modalités d'application communes; ces modalités sont formulées par le directeur général et peuvent être consultées dans tous les bureaux des douanes".

.../...

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé ainsi qu'il suit :

"§ 3. En cas d'application du § 1er, 2°, les modalités qui doivent être observées, sont indiquées sur le document dont il est question à l'article 14, § 1er, par une référence aux modalités d'application communes".

Article 6.

Les possibilités d'identification des marchandises ou de vérification du respect des conditions, prévues au paragraphe 1er, doivent s'exercer en fonction d'un certain pouvoir d'appréciation. Il est, dès lors, préférable de remplacer dans le § 1er les mots "lorsqu'il est impossible ..." par "lorsqu'il apparaît impossible ...".

Article 7.

Au § 1er, alinéa 2, 2°, l'adjectif "communautaires", qui qualifie les fournisseurs défaillants, peut être omis puisqu'il s'agit de constater que "les dites marchandises" ne sont pas disponibles dans la Communauté économique européenne.

.../...

Article 11.

La première phrase du § 1er donne l'impression que le pouvoir du directeur général est limité, ce que contredit la deuxième phrase du même paragraphe.

Il est proposé de dire :

"Le délai prévu à l'article 5, § 2, 1°, pendant lequel des marchandises à perfectionner peuvent être importées, est fixé à deux ans. L'autorisation peut cependant fixer un délai plus court ou plus long lorsque les circonstances le justifient ou si des actes des institutions des Communautés européennes le prévoient".

Cette observation vaut également pour l'article 12 du projet.

Au § 1er, alinéa 2, pour les raisons énoncées à l'article 4, il est proposé de rédiger la dernière phrase de l'alinéa comme suit :

"La demande de prorogation doit être motivée et adressée par le bénéficiaire de l'autorisation au directeur général. Elle doit contenir les informations requises par l'administration. Le cas échéant, le bénéficiaire est invité à fournir les informations qui feraient défaut, dans un délai déterminé".

.../...

Au § 2, alinéa 2, il est superflu de rappeler les conditions d'exercice des pouvoirs du Conseil des communautés européennes. Les mots "statuant à la majorité qualifiée" devraient être omis.

Article 12.

Il est proposé de remplacer les mots "en disposent ainsi" par "le prévoient".

Pour les raisons énoncées à l'article 4, il est proposé de rédiger la dernière phrase de l'article comme suit :

"La demande de prorogation doit être motivée et adressée au directeur général avant la péremption des documents. Elle doit contenir les informations requises par l'administration. Le cas échéant, le demandeur est invité à fournir les informations qui feraient défaut, dans un délai déterminé".

Article 19.

Au paragraphe 1er, il serait préférable d'écrire : "... énumérés à l'annexe 6 sont, en cas de mise en libre pratique CE imposés aux droits à l'importation ...".

.../...

Article 20.

A la fin de la phrase liminaire du § 1er, le mot "l'intéressé" peut désigner une personne autre que le titulaire de l'autorisation.

Pour éviter toute discussion à cet égard, le texte pourrait être rédigé comme suit :

- "... calculés en application de l'article 18 ou de l'article 19, mais dans la mesure où il a été demandé au moment du placement sous un des régimes susindiqués :
- ou bien que les droits à l'importation soient chiffrés et que la douane vise une formule ...
- ou bien que la douane prenne les dispositions nécessaires ...".

Article 25.

Au § 2, les mots "évoqué au § 1er" ne précisent rien et devraient être omis.

Article 26.

A l'alinéa 1er, le mot "relevant" devrait être remplacé par les mots "accordée en vertu".

Cette observation vaut également pour les articles 29, § 1er, et 31, § 1er.

.../...

Article 27.

La finale de l'article pourrait laisser croire que le directeur général peut exiger la destruction des marchandises. Telle n'est pas l'intention du Gouvernement, cette dernière alternative étant laissée à l'appréciation du propriétaire de ces marchandises.

Il conviendrait dès lors de faire de la finale de l'article une phrase séparée ainsi conçue :

"Le directeur général peut toutefois exiger l'exportation de ces marchandises dans quelque état qu'elles se trouvent. Il peut aussi, dans certains cas, permettre leur destruction sous surveillance douanière".

Cette observation vaut également pour la finale de l'article 47, § 2.

L'intitulé du chapitre III devrait être rédigé comme suit :

"CHAPITRE III.- Admission en franchise postérieurement à l'exportation des produits compensateurs".

Article 28.

Au § 1er, il convient de remplacer le mot "prendre" par "occuper".

Article 29.

Au § 2, il devrait être précisé qu'il s'agit "de recueillir les éléments d'information nécessaires".

.../...

Article 35.

Dès l'instant où l'article 34, 1°, renvoie à l'article 35, il apparaît inutile de commencer ce dernier article par un rappel. Les mots : "Pour l'application de l'article 34, 1°," devraient être omis.

Article 36.

Pour la raison déjà énoncée à l'article précédent, les mots "Pour l'application de l'article 34, 2°," devraient être omis.

Le paragraphe 2 commençant par un adjectif démonstratif, la liaison avec le texte qui précède serait mieux assurée en supprimant dans l'article la subdivision en paragraphes.

Article 46.

Au § 1er, 2°, pour indiquer l'effet cumulatif des interdictions, il conviendrait d'écrire : "2° de donner aux marchandises une destination que ne permettent ni le présent arrêté ni l'autorisation délivrée;".

Article 47.

Au § 1er, le fonctionnaire délégué a marqué son accord pour que les mots "ou de tentative d'abus" soient supprimés.

Il est proposé d'écrire :

"Une autorisation peut être retirée en cas de manoeuvres interdites ou abusives.

.../...

Constituent notamment de pareilles manoeuvres :

1° ... ;
2° ... ;
3° ... par le présent arrêté ou en vertu de celui-ci;".

Article 48.

Dans les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été précisées par le fonctionnaire délégué :

le retrait de l'autorisation prévu par l'article 47 constitue une sanction qui se traduit par la suppression de la franchise dont bénéficient les marchandises en cours de perfectionnement,

l'abrogation de l'autorisation prévue par l'article 48 n'est pas une sanction et en conséquence il est permis de continuer à bénéficier de la franchise pour les opérations de perfectionnement découlant des importations ou des exportations anticipées déjà effectuées.

Les termes "abrogée" et "abrogation", qui ne peuvent s'appliquer qu'à des dispositions de portée générale, apparaissent inadéquats.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 48.-

§ 1er. Une autorisation accordée peut être supprimée ou modifiée, sans préavis, ni indemnité, dans la mesure où :

.../...

1° une des conditions qui ont déterminé l'octroi de l'autorisation n'est plus remplie;

2° texte du projet en remplaçant "rencontrées" par "remplies".

§ 2. Sauf disposition contraire édictée par les autorités compétentes des Communautés européennes, la suppression ou la modification d'une autorisation ne concerne que les opérations consécutives :

1° aux importations effectuées postérieurement à cette mesure, en cas d'application du chapitre II;

2° aux exportations effectuées postérieurement à cette mesure, en cas d'application du chapitre III".

Article 49.

Il convient de remplacer le mot "légales" par "législatives".

Article 53.

Il est proposé de remplacer les mots "vis-à-vis des autres Etats" par "à l'égard des autres Etats".

Wegens de korte termijn waarover de Raad van State heeft beschikt, moet hij zich tot de volgende opmerkingen beperken.

Artikel 1.

De onder 12° gegeven begripsomschrijving zou nauwkeuriger zijn indien ze werd aangevuld met de woorden "doordat de veredelingsprodukten worden uitgevoerd".

Het opschrift van hoofdstuk II kan beter als volgt worden geredigeerd :

"HOOFDSTUK II. - Toelating met vrijstelling vóór de uitvoer van de veredelingsprodukten".

Artikel 4.

Het eerste lid moet niet zo worden gezien dat het aan de directeur-generaal verordeningsbevoegdheid verleent; de administratie behoudt zich het recht voor, om aanvullende inlichtingen te verzoeken als de aanvraag niet alle gegevens bevat die voor het beoordelen ervan vereist zijn.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De aanvraag om machtiging wordt aan de directeur-generaal gericht. Zij moet de door de administratie

.../...

gevorderde inlichtingen bevatten. In voorkomend geval wordt de aanvrager verzocht de ontbrekende inlichtingen binnen een bepaalde termijn te verstrekken".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 30, eerste lid.

Artikel 5.

Paragraaf 1 van dit artikel maakt een onderscheid naargelang de machtiging op grond van een eigen oordeel van de administratie (bijvoorbeeld weigering wegens gemis van belang voor 's lands economie), dan wel rechtens is verleend, dat wil zeggen niet kan worden geweigerd als de aanvrager eenmaal de reglementaire voorwaarden vervult.

Voorgesteld wordt de tekst onder 2° van deze § 1 als volgt te redigeren :

"2° door middel van rechtens verleende machtigingen, wanneer zij betrekking hebben op te veredelen goederen waarop artikel 7, § 1, tweede lid, 5°, toepassing vindt en die zullen worden behandeld overeenkomstig de gemeenschappelijke toepassingsregelen; deze worden door de directeur-generaal geformuleerd en liggen in alle douanekantoren ter inzage".

.../...

Paragraaf 3 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. In geval van toepassing van § 1, 2°, worden de na te komen regelen op het in artikel 14, § 1, bedoelde document vermeld door een verwijzing naar de gemeenschappelijke toepassingsregelen".

Artikel 6.

Opdat, zoals in paragraaf 1 bedoeld is, de goederen geïdentificeerd kunnen worden en opdat kan worden nagegaan of aan de gestelde voorwaarden is voldaan, is enige beoordelingsbevoegdheid vereist. Daarom is het verkieslijk in § 1 de woorden "wanneer het niet mogelijk is ..." te vervangen door "wanneer het niet mogelijk blijkt ...".

Artikel 7.

In § 1, tweede lid, 2°, kunnen de woorden "uit de Gemeenschap" die slaan op de in gebreke blijvende leveranciers, vervallen aangezien het erom gaat vast te stellen dat "de bedoelde goederen" in de Europese Economische Gemeenschap niet beschikbaar zijn.

Artikel 11.

In § 1 wekt de eerste volzin de indruk dat de bevoegdheid van de directeur-generaal beperkt is, hetgeen door de tweede volzin wordt tegengesproken.

Voorgesteld wordt :

"De in artikel 5, § 2, 1°, bepaalde termijn gedurende welke te veredelen goederen mogen worden ingevoerd, is gesteld op twee jaar. In de machtiging kan echter een kortere of een langere termijn worden gesteld wanneer de omstandigheden het wettigen of indien akten van de instellingen van de Europese Gemeenschappen daarin voorzien".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 12 van het ontwerp.

Om de redenen die bij artikel 4 zijn opgegeven, wordt voorgesteld de laatste volzin van § 1, tweede lid, als volgt te redigeren :

"De aanvraag tot verlenging moet met redenen omkleed zijn en door de houder van de machtiging aan de directeur-generaal worden gericht. Zij moet de door de administratie gevorderde inlichtingen bevatten. In voorkomend geval wordt de houder verzocht de ontbrekende inlichtingen binnen een bepaalde termijn te verstrekken".

In § 2, tweede lid, is het onnodig te herhalen op welke wijze de Raad van de Europese Gemeenschappen zijn bevoegdheid uitoefent. De woorden "beslissend met gekwalificeerde meerderheid van stemmen" zouden moeten vervallen.

.../...

Artikel 12.

Voorgesteld wordt de woorden "aldus beschikken" te vervangen door "daarin voorzien".

Om de redenen die bij artikel 4 zijn opgegeven, wordt voorgesteld de laatste volzin van het artikel als volgt te redigeren :

"De aanvraag tot verlenging moet met redenen omkleed zijn en vóór de vervaldag van de documenten aan de directeur-generaal worden gericht. Zij moet de door de administratie gevorderde inlichtingen bevatten. In voorkomend geval wordt de aanvrager verzocht de ontbrekende inlichtingen binnen een bepaalde termijn te verstrekken".

Artikel 19.

In § 1 zou beter worden gelezen : "... worden van de in bijlage 6 opgesomde veredelingsprodukten en gedeeltelijk veredelde produkten, wanneer zij in het EG-vrije verkeer worden gebracht, de rechten bij invoer geheven ...".

Artikel 20.

Aan het slot van de inleidende volzin van § 1 kan het woord "belanghebbende" op een andere persoon dan de houder van de machtiging slaan.

.../...

Opdat hierover geen betwisting kan ontstaan, redigere men de tekst als volgt :

- "... berekend overeenkomstig artikel 18 of artikel 19, doch voor zover op het tijdstip van de plaatsing onder een van de voormelde regelingen gevraagd is :
- ofwel dat de rechten bij invoer worden berekend en dat de douane een formulier, inlichtingenblad genoemd, viseert ...
- ofwel dat de douane de nodige maatregelen treft om ...".

Artikel 25.

In § 2 wordt met de woorden "bedoeld in § 1" niets verduidelijkt; zij kunnen vervallen.

Artikel 26.

In het eerste lid vervange men het woord "uitgereikt" door "verleend".

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 29, § 1, en 31, § 1.

.../...

Artikel 27.

Het slot van het artikel kan de indruk wekken dat de directeur-generaal de vernietiging van de goederen kan eisen. Zo bedoelt de Regering het echter niet; inzake vernietiging berust de beslissing bij de eigenaar van de goederen.

De slotbepaling van het artikel zou derhalve een afzonderlijke volzin moeten vormen, als volgt :

"De directeur-generaal kan echter eisen dat die goederen worden uitgevoerd, ongeacht de staat waarin zij zich bevinden. In bepaalde gevallen kan hij ook toestaan dat zij onder douanetoezicht worden vernietigd".

Deze opmerking geldt ook voor het slot van artikel 47, § 2.

Het opschrift van hoofdstuk III zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"HOOFDSTUK III. - Toelating met vrijstelling na de uitvoer van de veredelingsprodukten".

Artikel 28.

In § 1 vervange men het woord "aannemen" door "overnemen".

.../...

Artikel 29.

In § 2 zou moeten worden gepreciseerd dat het erom gaat "de nodige inlichtingen te verzamelen".

Artikel 35.

Daar artikel 34, 1°, verwijst naar artikel 35, lijkt het onnodig dit laatste artikel met een verwijzing te beginnen. Men schrappe de woorden "Voor de toepassing van artikel 34, 1°," en redigere de tekst als volgt : "De termijn gedurende welke de veredelingsprodukten ... is beperkt tot ...".

Artikel 36.

Om de reden die bij het vorige artikel is opgegeven, schrappe men de woorden "Voor de toepassing van artikel 34, 2°," en redigere men de tekst als volgt : "De termijn gedurende welke ... wordt vastgesteld ...".

Aangezien op de eerste regel van § 2 sprake is van "die" termijn, zou het voor de verbinding met hetgeen voorafgaat beter zijn het artikel niet in paragrafen te verdelen.

.../...

Artikel 46.

Opdat het cumulatieve van de verbodsbepalingen beter kan uitkomen, zou in § 1, 2°, moeten worden gelezen : "2° de goederen een bestemming te geven die noch door dit besluit noch door de afgegeven machtiging is toegestaan;".

Artikel 47.

De gemachtigde ambtenaar heeft ermee ingestemd dat in § 1 de woorden "of poging daartoe" worden geschrapt.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te lezen :

"Een machtiging kan worden ingetrokken in geval van verboden of wederrechtelijke handelingen.

Zodanige handelingen zijn onder meer :

1° iedere door dit besluit verboden handeling;

2° ...;

3° ...;".

Artikel 48.

Volgens de bedoeling van de Regering, zoals de gemachtigde ambtenaar ze heeft toegelicht :

.../...

is de in artikel 47 bedoelde intrekking van de machtiging een sanctie, bestaande in het opheffen van de vrijstelling welke verleend is voor goederen die men aan het veredelen is,

is de in artikel 48 bedoelde intrekking van de machtiging geen sanctie, zodat van de vrijstelling voort gebruik kan worden gemaakt voor de veredelingshandelingen die volgen uit vervroegde invoer of uitvoer die reeds heeft plaatsgehad.

De Franse termen "abrogée" en "abrogation", die alleen kunnen worden gebruikt voor bepalingen met algemene strekking, lijken niet dienstig.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel 48.-

§ 1. Een verleende machtiging kan, zonder opzegging of vergoeding, ingetrokken of gewijzigd worden voor zover :

1° een van de voorwaarden op grond waarvan de machtiging is verleend, niet meer vervuld is;

2° tekst van het ontwerp, maar men vervange "gesteld" door "vervuld".

§ 2. Behoudens andersluidende beschikking van de bevoegde overheden van de Europese Gemeenschappen, heeft de intrekking of de wijziging van

.../...

een machtiging alleen betrekking op de handelingen die volgen op :

1° invoer na die maatregel, ingeval hoofdstuk II toepassing vindt;

2° uitvoer na die maatregel, ingeval hoofdstuk III toepassing vindt".

Artikel 49.

Men vervange het woord "beschikkingen" door "bepalingen".

Artikel 53.

Voorgesteld wordt in de Franse tekst de woorden "vis-à-vis des autres Etats" te vervangen door "à l'égard des autres Etats".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.